

Trafic d'armes, l'étude des filières est une démarche majeure dans la compréhension des crises géopolitiques

samedi 14 novembre 2015, par [Jean-Charles ANTOINE](#)

Le trafic d'armes à feu est devenu emblématique de la marche d'une société. L'analyse géopolitique du trafic d'armes constitue le sujet d'étude transverse qui permet le mieux d'éclairer les véritables enjeux et désirs non dissimulés des acteurs de la géopolitique moderne.

IL y a de nombreux avantages à passer au crible les différentes opérations judiciaires, en France ou à l'étranger, visant à démanteler des filières illégales d'approvisionnement en armes au profit du grand banditisme ou de ce que nous pourrions nommer des « *terroristes de voie publique* » [1]. Le premier avantage réside dans le fait de saisir des armes à feu et des munitions susceptibles de tuer des citoyens ou de commettre des actes criminels. La deuxième plus-value de ce type d'opération est la mise hors d'état de nuire des détenteurs illégaux eux-mêmes qui auraient probablement été sur le point d'agir dans l'illégalité (actes terroristes, braquages, règlements de comptes). Pourtant, il existe un troisième avantage souvent ignoré mais pourtant particulièrement crucial : celui de **comprendre les mécanismes illicites et les enjeux qui sous-tendent l'action de ces individus dangereux**. Cette dernière approche, plus sociétale, devient essentielle.

Rappelons que [les filières du trafic d'armes](#) - quels que soient leurs pays d'origine et mises à part quelques tentatives anecdotiques de fabrication artisanale d'armes comme l'a tenté l'ETA dans les années 1980 en désirant copier le pistolet mitrailleur Uzi - proviennent toutes sans exception des marchés légaux. Une arme à feu sort obligatoirement d'une usine de fabrication qui est elle-même le fruit d'une politique industrielle nationale ou privée légale à 99,99%. Il existe par conséquent une volonté réelle de faire « basculer » des armes des marchés légaux (dits « blancs ») vers les marchés illégaux (dits « noirs »), parfois en les faisant transiter par des marchés officiels voire clandestins mais encadrés par des Etats (dits « gris »).

Partant de ce constat, l'analyse des filières illégales, leur suivi, leur cartographie, bref l'étude complète du trafic d'armes à travers [le monde](#), présente un intérêt tout particulier. Il laisse la possibilité de comprendre non seulement les mouvements officiels, officiels et clandestins d'armes et de munitions, mais également les différences entre les discours politiques et les actes sur le terrain par les Etats ou les groupes humains. Il permet de prendre en compte les filières illicites locales qui permettent aux populations de s'armer pour s'organiser en milices devenues des acteurs majeurs lors de tentatives de stabilisation post-conflits de régions entières. Mais plus généralement, comprendre le trafic d'armes oblige tout simplement à lancer les analyses dès la production légale, avec le suivi de ses évolutions techniques qui répondent à la fois aux besoins des combattants des armées et à ceux des Etats eux-mêmes dans leur recherche de puissance.

Les spécialistes actuels ont plutôt tendance à vouloir décrypter l'actualité par le prisme des discours et des actes. Et dans ce cadre, les transactions d'armes sont censées refléter les volontés des acteurs. Or, les situations sont de plus en plus brouillées depuis la fin du monde bipolaire, avec l'émergence d'un certain terrorisme de masse, [depuis la création de l'Etat islamique](#) présenté comme [le califat sunnite qui renaît de ses cendres](#) tel le Phénix sur fond de conflit israélo-palestinien sans fin prévisible. Les crises géopolitiques sont, nous le savons tous, un ensemble de paramètres évolutifs et complexes qu'il demeure difficile d'appréhender. Et à l'heure de la démultiplication du nombre d'acteurs dans les crises et à différentes

échelles, **lancer les analyses par le prisme des filières illégales d'armes permet de remonter jusqu'aux acteurs afin de mieux saisir tout l'enchevêtrement des facteurs de ces crises, et des groupes humains qui y interagissent, comme un jeu de piste pour lire le « dessous des cartes ».**

Afin de mieux comprendre cette méthode quelque peu inversée par rapport aux études traditionnelles, partons des trois grands types de marchés pour faire ressortir toute l'importance de ces réseaux d'armement dans la marche du monde. Considérons successivement le marché « blanc » de l'armement, ou la recherche traditionnelle de puissance par les Etats-nations (I) ; puis les marchés « gris » des armes à feu et des munitions ou le désir d'influer sur l'évolution du monde sans en prendre la responsabilité (II) ; enfin le marché « noir » des armes, ou le renforcement permanent des acteurs non étatiques (III).

I. Le marché « blanc » de l'armement, ou la recherche traditionnelle de puissance par les Etats-nations

[Les Etats-nations](#) ont opéré, depuis les deux conflits mondiaux du XXème siècle, de profonds changements dans leur manière de faire interagir les décisions politiques et les forces armées. Alors qu'auparavant les hommes devaient s'adapter aux progrès techniques pour défendre la nation, depuis le début de la Seconde Guerre mondiale principalement, les usines de fabrication développent des programmes de recherches pour adapter les armements aux besoins des territoires d'engagement et des combattants eux-mêmes.

L'exemple du fusil d'assaut AK 47 illustre pleinement à ce titre cette évolution permanente. Lorsque Mikhaïl Kalachnikov, ingénieur soviétique blessé en convalescence pendant la Seconde Guerre mondiale, reprend en partie le mécanisme du fusil allemand Sturmgewehr 44 (le Stg 44), il fait évoluer l'arme et invente le fusil automatique Kalachnikov sous le nom « *Avtomat Kalachnikov* » fabriqué officiellement dès 1947 d'où son appellation « AK 47 ».

Plus d'une décennie plus tard, afin de rationaliser sa production, d'en réduire son coût et d'alléger son poids, Moscou lance officiellement la nouvelle version de ce fusil sous la forme de l'AKM 59, signe d'une commercialisation plus étendue de cette arme et d'une volonté d'exportation de son produit, donc également de son idéologie. En 1974, dans le but de répondre à un besoin des troupes soviétiques sur les champs de bataille asiatiques et africains, la firme soviétique Izmash lance une version plus courte tirant des munitions de calibre plus petit que le célèbre 7,62 mm. Naît alors l'AK 74 au calibre 5,45 mm afin de rivaliser avec le M16 américain.

Enfin, parallèlement à ce nouveau modèle, afin de répondre une fois de plus à un besoin opérationnel – dans ce cas la nécessité pour les troupes aéroportées soviétiques de se projeter rapidement sur des théâtres d'opérations avec un poids minimum – la même firme se met à produire l'**AKS-74U** de même calibre mais en version plus compacte et munie d'une crosse repliable [2]. Plus pratique, plus facilement transportable et dissimulable, ce fusil d'assaut devient **l'arme d'assaut la plus efficace** et verra son utilisation renforcée lors de la guerre en Afghanistan durant la décennie 1980.



Tout au long des quatre décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les chercheurs en armement léger ont su faire évoluer l'arme de départ dans le but d'adapter la réponse opérationnelle aux besoins des troupes armées, donc de la politique des Etats. Lorsqu'un Etat acquiert surtout des armes compactes il est à penser que ses dirigeants cherchent avant tout à privilégier les forces de projection rapide.

Comprendre la production légale d'un Etat permet de saisir à la fois les besoins propres de ses forces armées ou de ses forces de l'ordre, mais également de comprendre comment risquent d'évoluer les Etats acquéreurs, y compris à l'autre bout du monde, même sans réelle garantie de succès opérationnel. La volonté politique de projeter ses forces sur un théâtre particulier laisse donc transparaître tout un ensemble de données techniques qui sont posées sur le papier lors des cahiers des charges. Ainsi en va-t-il du **fusil d'assaut français FAMAS**. Alors que la France s'engageait plus en profondeur dans le froid des hivers balkaniques, et afin de correspondre aux exigences des normes OTAN, a été conçu le FAMAS G2 à partir de 1994. Il est reconnaissable par la suppression de l'arcade de ponter, qui protège la détente et le sélecteur de tir dans la première version de l'arme, et celle-ci est remplacée par une garde bien plus large censée protéger la main entière et permettre de tirer sans ôter son gant. Un tel fusil d'assaut modifié montre à quel point la France désire pouvoir projeter ses forces par grand froid (Bosnie-Herzégovine, Kosovo et par la suite Afghanistan) mais également lors de missions subaquatiques au moyen des troupes de commandos de marine.

Plus généralement, le choix du type d'armes et de sa production sont également particulièrement significatifs en politique internationale. Lorsque dans la lignée de la Division Internationale du Travail en 1961, Moscou confie à la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne le soin de fabriquer des armes légères, les seuls aspects de proximité géographique avec l'Europe occidentale et de positionnement face à la mer Noire pour exporter par voie maritime l'idéologie communiste à travers le monde ne suffisent à expliquer ce choix. Le manque de confiance envers ces peuples « frères » considérés par le Kremlin comme insuffisamment développés par rapport à la Biélorussie et l'Ukraine, et prompts à trahir, oblige les dirigeants du PCUS à laisser à ces peuples est-européens et balkaniques la fabrication d'armes simples et non stratégiques contrairement au nucléaire ukrainien et russe ou aux armes

conventionnelles. Scruter le marché légal de l'armement léger laisse par conséquent la possibilité de détecter certains pans de la géopolitique mondiale ainsi que certaines représentations et idées reçues.

Au-delà de ces choix politiques, la production réelle en armement léger demeure une donnée significative des capacités budgétaires d'un Etat et de sa volonté à accorder ou non de l'importance à la défense de son territoire et de ses intérêts supérieurs. Les budgets alloués sont la marque la plupart du temps d'un désir ou non de se positionner comme une nation indépendante ou à défaut de se protéger sous un parapluie stratégique d'une autre nation plus puissante. Pour autant, il est important de ne pas exagérer cet aspect parce qu'un pays peut réduire son industrie d'armement léger et vouloir continuer à peser sur la marche du monde. La France a notamment fait ce choix il y a maintenant plus de deux décennies et ne possède plus d'industrie de fabrication d'armes d'assaut. Ses forces armées et ses forces de l'ordre s'arment auprès de firmes étrangères souvent européennes, comme ce fut le cas avec le Beretta italien ou le Sig Sauer SP2022 germano-suisse.

Mais de manière générale, lorsqu'un pays décide d'abandonner sa production d'armes, il accepte de faire passer le message selon lequel il met de côté certaines ambitions de puissance au moins régionales et se consacre à d'autres priorités. Le fusil Kalachnikov, qui aura connu de multiples versions à travers le monde, demeure le symbole inaltérable à l'heure actuelle du combat rebelle en général, du faible face au fort, du guerillero contre le soldat étatique, bref du « combattant de la liberté ». Ce symbole aura perduré à travers les décennies de la Guerre Froide jusqu'à nos jours, à tel point que de nombreux criminels se percevant comme rebelles face aux Etats centraux s'arment de tels fusils de nos jours.

Enfin, et pour conclure sur l'importance de déchiffrer les détails qu'offre la production mondiale d'armement léger afin de mieux saisir l'évolution de la marche du monde, il est nécessaire d'examiner les chaînes d'approvisionnement « gris » pour analyser les enjeux des acteurs. De telles *supply chains* montrent soit le soutien apporté, et par conséquent le pays qui est à l'origine de l'armement de forces rebelles, soit le niveau de confiance des forces non conventionnelles dans la technologie choisie ou offerte. [L'URSS pouvait se permettre de transporter son idéologie](#) et augmenter son influence à travers le monde durant la Guerre Froide parce qu'elle savait pertinemment qu'elle pouvait s'appuyer sur une technologie fiable, solide, robuste, rustique et endurante des fusils d'assaut Kalachnikov et Dragunov longue portée. Laurent-Désiré Kabila, ex-Président de la République Démocratique du Congo, ne disait-il pas qu'il était « possible de mettre une Kalachnikov dans la boue puis dans l'eau et le sable et de la donner ensuite à un enfant pour qu'il tire » ?

Signe d'adaptation à tous les milieux naturels, cette arme a véhiculé plus qu'une technologie. **Le fusil d'assaut AK-47 a toujours emporté avec lui et exporté une véritable manière d'être, une idéologie de la résistance et du combat**, et un témoignage de la confiance dans le matériel léger soviétique comme levier d'influence politique à travers le monde.

II. Les marchés « gris » des armes à feu et des munitions, ou le désir d'influer sur l'évolution du monde sans en prendre la responsabilité

Les distributions discrètes d'armes légères et de petit calibre, ainsi que de leurs munitions respectives par millions [3] au profit d'entités non nationales, ont toujours été un signe plus ou moins masqué de l'aide apportée, par un pays ou un groupe d'Etats, à des forces rebelles. Les filières ni totalement légales ni totalement illégales ont plusieurs buts pour un Etat : faire pression indirectement sur un pays tiers sans devoir se dévoiler officiellement pour pouvoir arriver à une table des négociations en situation favorable, jouer sur la marche du monde en montrant ses capacités de puissance à différentes échelles et finalement instiller ou projeter ses propres valeurs politiques à l'étranger. La Guerre Froide a connu de très nombreux exemples dans ce domaine. Mais cette technique n'a pas disparu depuis 1991, même si elle a su se renouveler dans ses méthodes de communication.

Dans la région du Biafra, dans la partie sud-est du Nigeria particulièrement riche en pétrole, du 30 mai 1967 au 15 janvier 1970 s'est développé un mouvement sécessionniste. Dirigé par le chef des Ibos,

Odumegwu Emeka Ojukwu, les sécessionnistes ont abouti à une déclaration d'indépendance en 1967 qui avait pour finalité de décrocher la région du Biafra de l'ensemble de l'Etat fédéral nigerian. Les Ibos majoritairement chrétiens ou animistes éprouvaient le désir de s'émanciper largement de l'ethnie des Haoussas majoritairement musulmans. De très nombreux témoignages ont par la suite montré **l'aide indirecte de la France, via le Portugal et Sao Tomé, dans l'appui en armes et mercenaires** (dont les célèbres Bob Denard et Roger Faulques) au profit des Ibos dans le contexte de Guerre Froide de l'époque. La France désirait de son côté « *affaiblir le géant nigerian* » selon les propres termes de Pierre Messmer alors ministre des Armées, en réponse aux protestations du gouvernement du Nigeria face aux essais nucléaires français à Reggane dans le Sahara algérien.

Trois décennies plus tard, durant la guerre en [Bosnie](#)-Herzégovine de 1992 à 1995, des livraisons d'armes officieuses ont été dénoncées par le journal américain le *Los Angeles Time*, lorsque les Etats-Unis auraient facilité de tels transferts à partir de l'Iran au profit des combattants bosniaques, ce que le président Bill Clinton avait démenti le 9 avril 1996. Toutefois, selon une étude du GRIP, à la fin du conflit, un responsable saoudien a confirmé que **l'Arabie Saoudite avait financé à hauteur de 300 millions \$ une opération d'approvisionnement en armes et munitions à destination des combattants bosniaques**. Ces livraisons se seraient effectuées par voie routière à travers la Croatie et par voie aérienne par l'aéroport de Tuzla [4].

Dans le cadre du conflit actuel en Syrie, depuis l'hiver 2012-2013 et jusqu'à l'été 2013, des livraisons du même type, et officiellement déclarées par des Etats rassemblés au sein du groupe des Amis de la Syrie [5] sous l'égide du gouvernement qatari, ont été menées au profit des éléments de l'Armée Syrienne Libre (ASL). Ces approvisionnements « gris », puisque non inscrits dans des accords commerciaux bilatéraux entre Etats reconnus, sont ciblés et ont pour finalité d'armer les rebelles syriens anti-Assad pour renverser le régime en place.

Ces livraisons « grises » du groupe des Amis de la Syrie marquent à ce titre un véritable tournant dans le domaine de la circulation « grise » des armes et munitions. En effet, **alors que quelques décennies auparavant ces démarches étaient clandestines, elles sont désormais totalement assumées lorsqu'elles ont pour but d'apporter un modèle politique démocratique aux pays en guerre**.

De son côté, [la Russie](#) continue d'[approvisionner en armes l'armée syrienne pro-Assad dans le cadre d'accords commerciaux signés avant l'ouverture des hostilités](#).

Cette évolution a pour but de donner une sorte de vernis philosophique et politique à des ambitions de puissance d'Etats désireux d'intervenir dans la marche du monde. Ces ambitions de puissance ont de leur côté pour corollaire une recherche d'équilibre des forces, qui pourrait amener un statu quo et éventuellement un arrêt des hostilités et par conséquent une baisse des décès sur le terrain.

Inversement, ces marchés « gris » sont parfois perçus par les populations comme déstabilisateurs. Pour une partie du peuple syrien, notamment les pro-Assad, ces livraisons interviennent comme des obstacles de taille dans ce qu'ils considèrent comme une lutte anti-terroriste à l'intérieur de leur territoire, de la même manière que le ressentaient les troupes allemandes face aux Résistants durant la Seconde Guerre mondiale ou l'armée française face aux indépendantistes algériens jusqu'en 1962. Il est par conséquent intéressant de considérer les deux aspects de la question de ces livraisons, non pour y apporter un quelconque jugement de valeur, mais pour saisir tous les paramètres que ces livraisons d'armes et de munitions permettent d'expliquer ou engendrent.

Soutenir politiquement un mouvement rebelle indépendantiste au moyen de discours est une chose. L'aider en lui enjoignant des cargaisons entières d'armes à feu en est une autre. Et le pas franchi dans ce cas montre à quel point l'Etat (ou le groupe d'Etats) désire(nt) faire aboutir ses (ou leurs) ambitions. Le marché « gris » des armes légères et de petit calibre ainsi que celui des munitions est donc un prisme, une sorte de monoculaire, qui permet à la fois de connaître en détails les intentions des Etats, mais également de voir toute l'implication dont ils font preuve, ou pas, pour faire aboutir leurs ambitions.

Un dernier point dans ce domaine ne doit cependant pas être négligé. Contrairement à d'autres produits

dont il peut être fait trafic, les armes ne sont pas à usage unique. Leur durée de vie est la plupart du temps très longue à partir du moment où leur entretien est assuré. Le renouvellement des marchés de l'armement léger, qui concernent des centaines de milliers d'emplois selon les pays, est toujours pris en compte par les gouvernements des Etats.

Ainsi, lorsque les anciens pays du Pacte de Varsovie ont effectué à partir de 1991 leurs transitions politiques, et que leur positionnement désormais sous le parapluie de l'OTAN les obligeait à adapter leurs armes à feu du calibre 7,62 mm au calibre 5,56 mm, **des quantités astronomiques d'armes issues des anciens stocks militaires soviétiques ont pris le chemin des conflits africains**. Ces mouvements ont permis d'une part un renouvellement des stocks mais également un renouveau de la production pour maintenir un emploi stable dans ces usines de fabrication. L'inverse aurait déstabilisé des pans entiers de ces économies nationales et aurait risqué de pousser les populations à vouloir revenir à la situation *ante*, à savoir le régime communiste.

Les filières clandestines existaient auparavant puisque des pays comme la Bulgarie, la Hongrie ou la Roumanie avaient déjà pour mission pendant la Guerre Froide de produire – depuis la Division Internationale du Travail en 1961 – et de fournir aux mouvements communistes révolutionnaires des armes et des munitions pour mener à bien leurs combats sur le terrain. Ces filières « grises » préexistantes ont donc tout naturellement facilité ces fournitures.

Les mouvements « gris » d'armement léger et de munitions sont donc un **symptôme**, celui de la volonté franche ou non des Etats de soutenir des entités politiques plus ou moins reconnues, mais également celui d'une situation sociale infra-étatique significative à un moment donné. Les embargos sont des décisions politiques susceptibles de freiner les livraisons d'armes, mais les contours définis de ces embargos sont les meilleurs atouts pour pouvoir les contourner à des fins politiques ou macroéconomiques.

L'analyse géopolitique du trafic d'armes, le suivi des filières illicites d'approvisionnement en armes légères et en munitions, ainsi que la compréhension du mécanisme global qui régit ce marché « noir » sont des fondamentaux de la géopolitique moderne.

III. Le marché « noir » des armes, ou le renforcement permanent des acteurs non étatiques

Par marché « noir » des armes et des munitions, il faut comprendre l'acquisition et la revente d'armes de différentes origines entre particuliers ou groupes de particuliers en dehors de toute légalité et de toute décision politique. A dire vrai, il est vraisemblable qu'aucun pays au monde n'est à l'abri de ce type de criminalité, quelles que soient les motivations des acheteurs. Les lois et les règlements étatiques étant par nature très différents d'un pays à l'autre, les filières du trafic d'armes à feu jouent de ces différences en traversant les frontières pour répondre à des besoins criminels ou d'autoprotection. Les filières d'approvisionnement ne sont alors en réalité que la concrétisation manifeste du désir de s'armer. Désir qui perdurera sans cesse si les Etats cherchent avant tout à éteindre les filières illicites plutôt que d'éteindre l'envie de les faire naître.

D'anecdotique, le trafic d'armes à feu est devenu emblématique de la marche d'une société. Sur des théâtres d'opérations, de telles filières totalement clandestines et criminelles existent toujours. Cet état de fait est dû à l'absence de structures étatiques suffisamment fortes pour faire régner l'ordre et l'absence d'application d'un code pénal ayant cours sur ces territoires. Pour autant, même dans des zones totalement démocratisées et stables où un code pénal est appliqué, il arrive que des filières entièrement illicites prennent corps au profit des membres du grand banditisme local. Sans nécessairement établir un lien direct permanent entre ces deux types de territoires, il est absolument indéniable que les premiers d'entre eux – les territoires où les Etats sont faillis ou en guerre – servent de manière conséquente par la suite aux livraisons d'armes et de munitions à destination des seconds – les territoires aux structures

nationales fortes - et l'actualité le met en exergue de plus en plus depuis deux décennies.

Divers acteurs non étatiques ont émergé au fil des décennies autour de ce thème du trafic « noir » d'armes. Leurs motivations étaient et demeurent totalement différentes les unes des autres : certains pour l'analyser et le comprendre, d'autres pour l'utiliser.

Des ONG toujours plus nombreuses sont nées du désir de combattre à travers le monde ces filières illégales d'approvisionnement. C'est le cas de Small Arms Survey (programme de recherche indépendant basé à Genève au sein de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales depuis 1999) , dans la foulée d'autres ONG précédentes comme OXFAM (OXford committee for FAMine relief créée en 1942) ou Amnesty International (créée en 1961) qui avaient développé des départements internes pour analyser cette circulation des armes illégales au sein des conflits. Des groupes de chercheurs comme le GRIP (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité créé à Bruxelles en 1979) en ont également fait un de leurs sujets majeurs de recherche.

Face à ces combats menés par des chercheurs ou des acteurs de la société civile, des trafiquants ont émergé à la suite de l'effondrement des deux blocs politiques majoritaires en 1991. Ces trafiquants se sont enrichis et certains même ont fait fortune en armant illégalement, à l'échelle d'un conflit entier ou uniquement au profit de simples membres des grands banditismes européens, des acteurs criminels en farouche opposition avec leurs Etats centraux. Les buts de ces acteurs sont soit l'enrichissement (trafic de drogues, d'êtres humains, de véhicules, d'organes...), soit la destruction des structures étatiques (le terrorisme de différentes religions ou idéologies). De manière exceptionnelle, une petite minorité de ces acteurs non étatiques sont parvenus, grâce à l'armement qu'ils avaient amassé et dont ils se servaient dans les combats sur le terrain, à constituer des Etats autoproclamés. Ce fut le cas de la République Autoproclamée de Transnistrie (1992), mais quelques années plus tard le Kosovo (17 février 2008) et de nos jours l'Etat Islamique (DAECH, 29 juin 2014).

Sans aucune reconnaissance étatique initiale, les responsables des groupes identitaires décidés à se « détacher » territorialement, politiquement et parfois religieusement de leur centre d'origine, sont parvenus à leurs fins grâce à la terreur qu'ils ont su instaurer au sein des populations, ou encore des batailles armées qu'ils ont su gagner face aux forces en présence. Le trafic d'armes leur a permis de constituer de manière durable de véritables armées, et par conséquent de pouvoir décider eux-mêmes, sans aucune approbation internationale, de la création d'un Etat. L'utilisation de la violence armée est donc (re)devenue constitutive de la création d'Etats.

L'enjeu du trafic d'armes et de sa compréhension est par conséquent de taille et nettement plus pesant qu'il ne pourrait y paraître : appréhender en profondeur ce phénomène consiste à regarder les outils de puissance des acteurs, quels qu'ils soient, par le prisme de leurs armes illégalement acquises. Car c'est bien de la puissance de feu qu'il est question, celle de l'adversaire en mesure ou non de mener les protagonistes d'un combat à la table des négociations avec plus ou moins d'avantages. Un adversaire sans grande puissance de feu et sans forte capacité d'approvisionnement durable et de mobilisation de ses forces est à coup sûr moins considéré et pris au sérieux qu'un acteur surarmé. Rappelons à ce sujet la célèbre phrase de J. Staline le 13 mai 1935 en réponse à une question du ministre français P. Laval portant sur le respect du catholicisme en Russie : « *Le Pape, combien de divisions ?* ».

A l'inverse, à la table des négociations, un protagoniste bien armé et solide fait peur. Sa puissance de feu impressionne et possède plus de chances d'imposer ses exigences au potentiel vaincu. L'idée même des rapports de force et des luttes d'influence réside dans ce concept. En cela, **l'analyse géopolitique du trafic d'armes, le suivi des filières illicites d'approvisionnement en armes légères et en munitions, ainsi que la compréhension du mécanisme global qui régit ce marché « noir » sont des fondamentaux de la géopolitique moderne.**

Il serait même assez logique et cohérent de définir le marché « noir » d'armes à feu comme un des « thermomètres » du niveau de refus par les populations du modèle politique existant sur le territoire d'un Etat, mais également du niveau de confiance des populations dans ce même modèle politique censé les défendre. Si certains habitants s'arment illégalement par choix de la rivalité envers leur Etat central, cet

acte signifie qu'ils ne lui reconnaissent plus aucune légitimité politique. Pour d'autres, par peur des acteurs illégaux versés dans les trafics juteux, s'armer illégalement constitue une sorte d'acte de courage car ils ne reconnaissent plus dans leur Etat la capacité à les défendre au quotidien. Des milices naissent alors, des caches d'armes conséquentes se constituent. Mais dans les deux cas, le fait d'acquérir une arme en dehors de la loi est le symptôme d'une forte rivalité naissante, voire d'un désir de changement de modèle politique, quand celui-là même est imposé de l'extérieur.

*

Au risque de verser dans une quelconque « lapalissade », la possession illégale d'une arme à feu est le fruit d'une volonté de détenir un outil de puissance de nature à faire peur à son adversaire. Cet adversaire peut être l'Etat, et par conséquent les différentes forces publiques qui le servent et font régner les lois et règlements, mais également l'adversaire commercial lors de transactions douteuses, ou encore l'opresseur ou le groupe ressenti comme tel.

Quoiqu'il en soit, [le trafic d'armes](#) et son augmentation doivent être considérés comme des symptômes d'un changement, ou à défaut, d'une volonté de changement. Le marché « noir » des armes et de leurs munitions, issu nécessairement du marché « blanc » puisque, rappelons-le, chaque arme est fabriquée dans une usine légale, est une thématique qui permet de comprendre les volontés de puissance des divers acteurs géopolitiques à travers le monde. Plus encore que cela, l'analyse géopolitique du trafic d'armes constitue le sujet d'étude transverse qui permet le mieux d'éclairer les véritables enjeux et désirs non dissimulés des acteurs de la géopolitique moderne.

Avant de déterminer des solutions adéquates pour lutter contre le trafic mondial d'armes légères et de petit calibre, il convient de saisir toute l'ampleur de ce trafic, mais également de le considérer non comme un sujet d'étude en marge de la géopolitique classique, mais bien comme un thème susceptible d'éclairer toutes les facettes de la géopolitique mondiale actuelle : les désirs de puissance, les besoins de protection, le poids des actions officielles, officieuses ou clandestines, mais également de comprendre les tactiques utilisées. S'imaginer « faire » de la géopolitique sans prendre en compte les outils qui offrent de la puissance à ses acteurs risque de devenir désormais et pour longtemps un véritable non sens.

Il est plus que probable **qu'une nouvelle forme de sécurité est en passe d'émerger sur l'échiquier mondial**, sorte de compromis permanent entre les forces publiques et privées de sécurité ou une superposition entre les Etats et différents acteurs s'arrogeant un certain monopole de l'usage de la force armée. L'acquisition illégale d'armement léger renforce la puissance de ces acteurs non étatiques criminels. L'heure est peut-être venue de d'appréhender ce nouveau modèle sécuritaire en gestation sous ses aspects géopolitiques en développant une « géopolitique de la sécurité publique ». Ce nouveau prisme intellectuel permettrait d'analyser ce potentiel équilibre des forces mais également la répartition des acteurs de la sécurité ou de l'insécurité sur la voie publique, ainsi que les enjeux forts qui y sont liés.

Contact : jcantoine.publications@gmail.com

Manuscrit clos le 10 novembre 2015

Copyright 14 novembre 2015-Antoine/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en géopolitique de l'Institut Français de Géopolitique Paris 8. Il est spécialisé sur le thème du trafic mondial d'armes légères et de petit calibre. Ses recherches actuelles portent sur l'adaptation de la méthode géopolitique aux missions des forces armées et des forces de l'ordre, et plus particulièrement sur le thème de la sécurité publique.

Notes

[1] Par « terroriste de voie publique » il est possible de comprendre tout individu qui, à la manière des Mohamed Merah, Amédy Coulibaly, les frères Kouachi, Sid Ahmed Ghlam ou encore Ayoub El Khazzani dans le Thalys, ont déclenché en 2015 des actes terroristes sur la voie publique contre des citoyens sans distinction particulière. NDLR Cet article a été rédigé avant les attentats du 13 novembre 2015.

[2] La rédaction remercie Tanguy V. pour la réalisation de l'image ci-dessous

[3] Un total de 14 milliards de munitions sont produites chaque année à travers le monde selon les Nations-Unies.

[4] Georges Berghezan, Ex-Yougoslavie, l'embargo sur les armes et le réarmement actuel, Rapport du GRIP n°97/1, Bruxelles, 1997

[5] En 2014, ce groupe rassemble les pays suivants : Allemagne, Arabie Saoudite, Egypte, Emirats Arabes Unis, Etats-Unis, France, Italie, Jordanie, Qatar, Royaume-Uni, Turquie.